

DENNIS D. CORDELL

DES « RÉFUGIÉS » DANS L'AFRIQUE PRÉCOLONIALE ?

L'EXEMPLE DE LA CENTRAFRIQUE, 1850-1910¹

LA NOTION DE RÉFUGIÉ EST RELATIVEMENT MODERNE, EN PARTICULIER SUR LE PLAN JURIDIQUE. POURTANT, AVANT MÊME L'ARRIVÉE DU COLONISATEUR, L'AFRIQUE A CONNU DE NOMBREUX EXODES QUI ONT MARQUÉ SON PAYSAGE SOCIODÉMOGRAPHIQUE. LE RECUIL DE L'HISTORIEN PERMET DE MIEUX APPRÉCIER L'AMPLEUR DE CES PHÉNOMÈNES. AINSI, DANS LE NORD DE L'ACTUELLE RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE AU XIX^E SIÈCLE, LES RAZZIAS DES ESCLAVAGISTES MUSULMANS ONT PROVOQUÉ DES DÉPLACEMENTS DE POPULATION QUI ONT BOULEVERSER L'HABITAT, LES MODES ALIMENTAIRES ET LES PRATIQUES AGRAIRES. POUR ÉCHAPPER À L'ESCLAVAGE, LES RÉFUGIÉS DE L'ÉPOQUE SONT PARTIS VERS LE SUD ET L'OUEST, PARFOIS JUSQU'AU SOUDAN, OÙ LA MÉMOIRE COLLECTIVE A ENTRETENU LE SOUVENIR DE LEUR ÉPOPÉE.

Très largement assimilée aux migrations forcées affectant les pays du Sud, la notion de réfugié, au sens moderne du terme, est relativement récente. Sa construction, en l'occurrence, doit beaucoup à la crise palestinienne de 1948 et à la signature, trois ans plus tard, de la Convention de Genève, qui a régulé les procédures d'asile politique et donné naissance au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Depuis, la terminologie s'est considérablement enrichie en la matière. Ont notamment été distingués le « réfugié » du « déplacé » – suivant qu'une frontière internationale avait été franchie ou non – et la fuite de la migration de travail – suivant la nature coercitive des facteurs de départ : la persécution par un État, en particulier. De nouveaux concepts sont apparus, parmi lesquels le droit d'ingérence, la catégorie des organisations non-gouvernementales et, plus généralement, une doctrine humanitaire qui a supplanté le discours progressiste des associations caritatives d'antan, voire l'œuvre civilisatrice des missionnaires du temps de la colonisation.

Pour autant, les migrations forcées, spécialement celles étant liées à des conflits politiques, ne datent pas d'hier. À l'instar d'autres régions du monde, le continent noir a connu des bouleversements majeurs que l'on qualifierait

aujourd'hui de crises humanitaires, et les Africains d'alors ont réagi avec les moyens du bord, sans assistance internationale². Dans la longue durée, l'étude des flux de réfugiés de l'Afrique contemporaine, objets du présent dossier, impose ainsi une remise en perspective dont l'intérêt n'est pas purement historique puisqu'elle permet, par la comparaison, de mettre en évidence quelques différences essentielles. Fondamentalement, il ne s'agit pas là de procéder par analogies simplistes et de dire que les stratégies de survie de l'Afrique ancienne sont équivalentes à celles d'aujourd'hui ou reproductibles dans l'avenir : d'affirmer, par exemple, qu'elles pourraient nous aider à gérer les flux de populations réfugiées en évitant de créer un « syndrome de la dépendance ». Ce serait verser dans un historicisme abusif. En mettant en perspective les crises humanitaires de l'Afrique contemporaine avec celles du passé, notre objectif est beaucoup plus modeste. Il vise surtout à susciter des interrogations.

En guise d'ouverture à un débat sur les conséquences durables des déplacements forcés, l'intention est d'abord de montrer que, avant l'arrivée des Occidentaux, les Africains avaient parfaitement pu gérer par eux-mêmes des situations d'urgence, catastrophes naturelles ou famines résultant de conflits, voire de raids esclavagistes comme dans l'actuelle République centrafricaine au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Autre hypothèse : les crises humanitaires de l'époque n'ont pas, toutes proportions gardées, été moins terribles que celles d'aujourd'hui, par exemple au Soudan, où l'on assiste d'ailleurs à une résurgence du commerce de l'esclavage et où les razzias d'antan ont pris une résonance singulière dans le contexte d'un pays en guerre³. La différence est que ces crises ont été oubliées, ce qui nous amène à revenir plus en détail sur l'une d'entre elles, qui a laissé des marques durables.

1. Je dédie cet essai aux musulmans et non-musulmans de Ndele dans la sous-préfecture de Dar-Kouti, en République centrafricaine, où j'ai pu assister, en 1974, à de réels efforts de réconciliation en dépit des drames et des conflits du passé. Je tiens aussi à remercier mon partenaire Gary W. Irvin pour ses encouragements et ses conseils avisés quant à la façon de jongler entre la recherche, l'enseignement et l'administration.

2. M.-A. Pérouse de Montclos, « A crisis of humanitarianism », *Forum for Applied Research and Public Policy*, été 2001, p. 100.

3. O. Weber, *Soudan : les enfants esclaves*, Paris, Éditions Mille et Une nuits, 1999 ; Human Rights Watch / Africa, *Children of Sudan : Slaves, Street Children and Child Soldiers*, New York, Washington, Los Angeles, Londres, Bruxelles, Human Rights Watch, 1995.

DES RÉFUGIÉS AVANT L'HEURE :**LES VICTIMES DES RAZZIAS**

De la vallée du Nil jusqu'au pourtour du lac Tchad, l'Afrique centrale du XIX^e siècle a beaucoup souffert des razzias qui ont suivi l'expansion de l'islam dans la région. Celles-ci ont provoqué des déplacements de population qui, somme toute, n'avaient rien à envier au « grand bouleversement » *mfecane* de l'expansion zouloue du roi Chaka en Afrique australe ou aux ravages que provoqua la « guerre sainte » du *djihad* peul en Afrique de l'Ouest à la même époque. Les récits des voyageurs, la littérature coloniale française, les archives disponibles à Ndjamena ou à Bangui, les écrits des chercheurs et les témoignages oraux que nous avons pu recueillir dans les dialectes arabes du Dar-Kouti, au cours des années 1970, témoignent tous de la violence des attaques subies par des peuples comme les Sara du sud du Tchad et les Banda ou les Manza de l'actuelle république de Centrafrique⁴.

Menées par des musulmans, de pareilles rafles se sont distinguées des procédures de capture de la traite transatlantique qui s'est développée sur la côte⁵. La poussée des esclavagistes en provenance de Khartoum n'en a pas moins pu produire des sortes de « réfugiés avant l'heure », ou de « proto-déplacés », qui ont dû se débrouiller par eux-mêmes pour organiser les trajectoires de leur fuite et les modalités de leur réinstallation. Fondée en 1824 par les Égyptiens, Khartoum est en effet devenue la base arrière des seigneurs de guerre sévissant alentour.

À partir de 1850, des marchands ont commencé à s'aventurer plus avant dans le sud et l'ouest du Soudan. Escortés par des armées de mercenaires recrutés sur le tas, ils ont ouvert de nouvelles routes commerciales, qu'ils ont défendues en aménageant des camps fortifiés, appelés *zariba* en arabe. L'interdiction du commerce de l'esclavage par les Britanniques, conjuguée à l'avancée égyptienne le long du Nil, les a bientôt incités à aller encore plus à l'ouest vers l'Oubangui⁶. Sachant l'ampleur des conversions et les interdits du Coran sur l'esclavage des coreligionnaires musulmans, les chefs de razzias ont dû pénétrer de plus en plus loin au cœur de l'Afrique « païenne ». Bras droit de Rahma al-Zubayr, un des seigneurs de guerre soudanais les plus connus de l'époque, Rabih bin Fadl-Allah s'est ainsi établi vers 1876 dans l'est de l'actuelle République centrafricaine afin de contourner les Britanniques sur le Nil en réorientant les flux de la traite vers la Libye, *via* les sultanats de Bagirmi et de Wadai au Tchad. Avant d'être tué par les Français en 1900, Rabih bin Fadl-Allah a eu le temps de faire des émules comme Muhammad al-Sanusi, qui a fondé sa capitale à Ndele, dans le Dar-Kouti, en 1896, avant d'être lui-même assassiné en 1911.

L'impact de ces razzias a laissé des traces encore perceptibles aujourd'hui si l'on en juge par le faible niveau de peuplement du nord de la République centrafricaine. D'après les données éparses que nous avons pu réunir, plus de 6 000 esclaves ont été, chaque année, exportés de cette région dans la dernière décennie du XIX^e siècle⁷. Encore ne savons-nous rien du nombre de morts résultant des ravages de la traite musulmane. L'introduction de fusils à répétition après 1900 n'arrangea évidemment pas les choses.

LES REFUGES DE LA NATURE : MONTAGNES ET CAVERNES

Au-delà des répercussions d'ordre démographique, les conséquences des raids esclavagistes dans le Dar-Kouti ont été multiformes : bouleversement de l'habitat, modification des habitudes alimentaires, invention de nouvelles techniques de construction, réformes agraires, reconfiguration géographique des établissements humains, etc. De tels changements, en l'occurrence, se sont développés sans intervention extérieure ni assistance « humanitaire ». En effet, les populations fuyant les razzias n'ont certainement pas été aussi

4. A. A. Sikainga, *The Western Bahr al-Ghazal under British Rule, 1898-1956*, Athens, Ohio, Ohio University Monographs in International Studies, 1991 ; D. Cordell, « Eastern Libya, Wadai, and the Sanusiya : a Tariqa and a trade route », *Journal of African History*, 18 (1), 1977, pp. 21-36 ; D. Cordell, « Blood partnership in theory and practice : the expansion of muslim power in Dar al-Kuti », *Journal of African History*, 20 (3), 1979, pp. 379-394 ; D. Cordell, « The savanna belt of North Central Africa », in D. Birmingham et M. Phyllis (eds), *History of Central Africa*, vol. 1, Londres, Longman, 1983, pp. 30-74 ; D. Cordell, *Dar al-Kuti and the Last Years of the Trans-Saharan Slave Trade*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1985 ; D. Cordell, « The labor of violence : Dar al-Kuti in the nineteenth century », in C. Coquery-Vidrovitch et P. E. Lovejoy (eds), *The Workers of African Trade*, Beverly Hills, Sage Publications, 1985, pp. 169-192 ; D. Cordell, « Warlords and enslavement : a sample of slave raiders from eastern Ubangi-Shari, 1870-1920 », in P. E. Lovejoy (ed.), *Africans in Bondage : Studies in Slavery and the Slave Trade*, Madison, African Studies Program and The University of Wisconsin Press, 1986, pp. 335-369 ; D. Cordell, « The delicate balance of force and flight : the end of slavery in Eastern Ubangi-Shari », in S. Miers et R. Roberts (eds), *The End of Slavery in Africa*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1988, pp. 150-171.

5. Nous préférons à cet égard parler de raids musulmans plutôt qu'islamiques afin de ne pas assimiler les méfaits de l'esclavage à une religion en particulier. Certes, l'islam cautionne l'asservissement des non-musulmans. Mais alors on pourrait tout aussi bien parler d'un esclavage chrétien à propos de la traite transatlantique. Dans un cas comme dans l'autre, on a cherché à déshumaniser le « païen » afin de mieux le réduire en esclavage.

6. S. Santandrea, *A Tribal History of the Western Bahr el-Ghazal*, Bologna, Centro Librario dei Missionari Comboniani, 1964, pp. 18-19.

7. Voir les estimations des premiers administrateurs français en poste dans le Dar-Kouti : É. Julien, « La situation économique du Dar-el-Kouti », *Afrique française : renseignements coloniaux*, 14 (1), janvier 1904, p. 38, et « Mohamed-es-Senoussi et ses États », *Bulletin de la société des recherches congolaises*, n° 10, 1929, pp. 69-70 ; Modat, « Une tournée en pays Fertyt », *Afrique française : renseignements coloniaux*, 6 juin 1912, p. 232.

passives que le colonisateur français a voulu le faire croire ensuite lorsqu'il a prétendu venir à leur secours en « pacifiant » la région, c'est-à-dire en l'occupant militairement. Parmi ces « réfugiés avant l'heure », il y a eu des actes de résistance notables, et il ne faut pas trop se leurrer sur l'invincibilité « légendaire » des attaquants. Ainsi, en 1892 et 1893, les Manza battaient les hommes de Muhammad al-Sanusi ; en 1896, les Sara Ngama infligeaient de sanglants revers à leurs assaillants ; en 1901, encore, les Banda Linda repoussaient l'ennemi jusqu'à la rivière Ouaka, où celui-ci se noya. Les explorateurs français de l'époque ont notamment fait état de pertes assez substantielles dans les rangs des troupes de Muhammad al-Sanusi⁸.

Les seigneurs de guerre musulmans ayant pour habitude d'incendier les villages de leurs victimes, la fuite, plus que la résistance, est néanmoins restée le moyen privilégié d'échapper à l'esclavage ou à la mort. Il se trouve que les razzias avaient généralement lieu pendant la saison sèche, quand les déplacements étaient plus faciles et que les « soldats » de Muhammad al-Sanusi n'étaient pas retenus par les travaux des champs. D'une année à l'autre, en outre, les attaquants revenaient rarement deux fois au même endroit. De telles tactiques ont donc laissé aux autochtones une certaine latitude pour trouver un refuge de quelques jours, de quelques semaines ou de quelques mois, en attendant des temps meilleurs.

Le couvert végétal, la densité de la brousse et les particularités géologiques de la région s'y sont bien prêtés. Du Dar-Kouti jusqu'au Kordofan soudanais s'étendent en effet de vastes plaines traversées d'énormes rochers. Découpés et lavés de leur latérite par l'érosion, ces derniers sont difficilement accessibles à pied, et encore moins à cheval. Les peuples alentour leur ont donné des noms bien spécifiques – *kaga* chez les Banda de Centrafrique, *mbia* chez les Zande du Soudan – et leur ont prêté des pouvoirs magiques de protection. Les assiégeants n'ont guère réussi à vaincre la résistance des populations qui s'y étaient réfugiées et qui, au contraire, ont utilisé leur position en hauteur pour mener des contre-offensives. En 1885, par exemple, les hommes de Rabih bin Fadl-Allah ne réussirent pas à déloger les Manza du *kaga* de Kazembe, qui défirent ensuite, en 1893, les troupes de Muhammad al-Sanusi, y compris lorsque celles-ci revinrent à l'assaut avec des alliés locaux, les Banda Ngao, en 1894 et 1901. Il fallut une expédition militaire française en 1903 pour venir à bout des Manza de Kazembe. Le système avait si bien fait ses preuves que, pour des raisons de sécurité, Muhammad al-Sanusi devait lui-même établir sa capitale sur le *kaga* de Ndele en 1896 !

Les nombreuses grottes, cavernes et crevasses de la région ont également servi de refuges, finissant même par engendrer, dans la durée, un mode de vie bien particulier. Au tout début du xx^e siècle, un explorateur français voyageant

le long de la rivière Bamingui mentionnait ainsi des familles troglodytes qui comptaient fort peu de femmes ou d'enfants : et pour cause, ceux-ci ayant été surpris et enlevés par les hommes de Muhammad al-Sanusi⁹. Quelques années plus tard, dans le pays des Kresh, près de la confluence du Nil et de l'Oubangui, le gouverneur français de l'époque rapportait l'existence d'un véritable labyrinthe de tunnels en contrebas de la montagne du *djebel Mela*¹⁰. Dans les années 1970, on pouvait encore visiter ces souterrains qui permettaient, en cas d'attaque, de relier les villageois à des cachettes dans les *kaga* avoisinants. Une légende locale prétendait qu'un tunnel de 25 kilomètres partait du nord de Ndele en direction de Koudou au sud-ouest !

LES REFUGES DE L'HOMME : LES VILLAGES FORTIFIÉS

Un autre mode de refuge a consisté à se regrouper dans des villages fortifiés et a, d'une certaine manière, précipité des phénomènes d'acculturation et de brassage social qui mériteraient d'être comparés aux processus en œuvre dans les formidables concentrations humaines que sont les actuels camps de réfugiés. Avant 1850, la plupart des peuples de la région vivaient très dispersés. Des Gbaya à l'ouest aux Bada et aux Kresh à l'est en passant, au centre, par les Manza et les Sara, on pratiquait une agriculture extensive et on habitait de petits hameaux à proximité des champs. La multiplication des razzias devait alors produire des concentrations humaines plus larges. Du fait de leur proximité avec les centres d'esclavage qu'étaient les sultanats de Bagirmi et de Wadai, les premiers touchés ont été les Sara, chez qui ce phénomène s'est accompagné d'une centralisation du pouvoir¹¹. Les Sara Majingaye, par exemple, se sont inspirés du Bagirmi pour se doter d'un leader politique et religieux, le *mbang*. À la fin du siècle, de tels chefs géraient trois principales « confédérations » de villages sara.

Alternativement, les victimes des raids ont aussi pu aller chercher protection auprès de leurs persécuteurs, avec qui elles ont passé un pacte de non-agression. Ndele, notamment, a accueilli les captifs de guerre de Muhammad

8. A. Chevalier, *Mission Chari-Lac Tchad, 1902-1904. L'Afrique centrale française. Récit du voyage de la Mission*, Paris, Augustin Challamel, 1907, pp. 281-282.

9. P. Prins, « Les troglodytes du Dar Banda et du Djebel Mela », *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1909, pp. 17-18.

10. Modat, « Une tournée en pays Fertyt », *Afrique française : renseignements coloniaux*, 22 (5), mai 1912, p. 185.

11. J.-P. Magnant, *La Terre sara, terre tchadienne*, Paris, L'Harmattan, 1986, pp. 62, 163-166, 182-184, 189-206.

al-Sanusi et a fini par devenir l'agglomération la plus importante du nord de l'actuelle République centrafricaine, avec près de 30 000 habitants au début du ^{xx}e siècle. À présent, ce n'est plus qu'un village de quelques milliers d'âmes. Mais il s'est sans doute élaboré là une forme d'initiation précoce à la vie citadine. De fait, les regroupements de population dans des villages fortifiés abritant les clientèles du pouvoir ont eu une incidence à la fois urbaine et politique. L'agglomération des déplacés autour des seigneurs de guerre musulmans est, paradoxalement, venue renforcer l'importance des *zariba*. Chez les Kresh de l'Oubangui, le camp de Saïd Baldas, visité par le Français Pierre Prins en 1901, offre un exemple éloquent de cette assimilation du pouvoir politique à la ville ¹² :

« Connaissant le peu d'importance des villages principaux des Sultanats de Raphaï et de Bangassou, on peut donner le nom de ville au gros bourg qu'est la capitale du Sultanat de Saïd Baldas. [La ville est] fermée par un mur circulaire d'argile limoneuse, épais de 5 mètres à la base et de 1 mètre au sommet, haut de 5 mètres, bordé par un chemin de ronde interne, percé de meurtrières, et garni d'une frise de pointes de bambous acérées ; un fossé large de 6 à 10 mètres et profond de 5 à 8 mètres court au pied du mur ; trois portes aménagées sur la façade ouest sont surmontées par des sortes de tours en tronc d'arbre de 7 mètres d'élévation qui servent d'observatoires ; des portes larges de 3 mètres et hautes de 4 peuvent être closes hermétiquement en un clin d'œil par des madriers toujours prêts à cet effet.

Cette enceinte, dont je n'ai vu l'équivalent qu'au Baguirmi à Maïnfà, n'est en somme que le tata du Sultan, qui a groupé là, autour de sa propre zériba, celles de ses principaux chefs et des 150 fusiliers ascaris de sa garde ; elle contenait, à l'époque de notre voyage, une population sédentaire de 2 000 âmes, mais certains quartiers qui étaient alors complètement déserts auraient pu facilement loger une population au moins équivalente. [En certaines saisons, m'a-t-on dit,] la population totale [atteignait jusqu'à] 5 000 âmes, ce qui est très possible si l'on en juge d'après les traces des campements. »

Tout au long de la seconde moitié du ^{xix}e siècle, les habitants de la région ont ainsi abandonné leurs hameaux pour se regrouper dans des villages fortifiés qui tenaient à la fois du camp de réfugiés et de la base militaire. Dans ces nouveaux établissements, les questions de sécurité l'ont cependant emporté sur les préoccupations liées aux ressources en eau ou à la fertilité agricole des sols. Comme les camps de réfugiés aujourd'hui, les villages fortifiés de l'époque ont été frappés de nombreuses maladies dues à la concentration humaine dans des conditions insalubres. Ndele, la capitale du Dar-Kouti, a, par exemple, connu trois épidémies de variole dans la première décennie du ^{xx}e siècle. La maladie n'a pas non plus épargné Grimari, une place forte du pays banda en 1904, et a emporté jusqu'au cinquième de la population de Bangassou, la « capitale » de l'État du Nzakara, le long de la rivière Mbomu, entre 1903 et 1905 ¹³.

UNE AGRICULTURE DE CRISE : DU SORGHO AU MANIOC

La redistribution géographique résultant des razzias n'a pas non plus facilité la gestion des famines, endémiques dans cette région de savane où les mauvaises récoltes et les invasions de sauterelles étaient fréquentes. De la même façon que les guerres contemporaines perturbent les circuits économiques et provoquent des ruptures d'approvisionnement, les déplacements au sein de la Centrafrique du XIX^e siècle ont beaucoup fragilisé la capacité de production agricole. Autrefois, la population savait éviter le pire en emmagasinant des réserves, en diversifiant les cultures et en s'approvisionnant ailleurs si besoin était. Mais la politique de terre brûlée des seigneurs de guerre musulmans a empêché ce type de subsistance et a laissé les paysans dans un état de grande vulnérabilité. Les Sara, notamment, vivaient tellement dans la crainte d'une attaque qu'ils ne se risquaient plus à aller cultiver leurs champs, ce qui a évidemment causé de nombreuses pénuries¹⁴. Entre 1890 et 1910, les Sara connurent 6 des 23 famines comptabilisées entre 1890 et 1940¹⁵.

Autre ennemi, tout aussi ravageur que les esclavagistes : les sauterelles ! En visite dans le pays des Banziri, le long de la rivière Mbomu, en janvier 1893, un voyageur français racontait par exemple comment il avait été survolé pendant deux heures par un nuage de sauterelles faisant entre 9 et 10 kilomètres de large et 25 à 30 kilomètres de long¹⁶ ! Manioc, sorgho, millet, maïs, banane, et même les plantations de canne à sucre des Zande du Soudan : tout y passait, rien ne restait. Les razzias empêchant de mettre en place des méthodes efficaces de prévention, il fallut changer complètement les techniques agraires.

Les habitants de la région avaient probablement été les premiers au monde à développer pour un usage alimentaire la culture du millet et du sorgho, deux plantes dont la richesse en protéines est désormais reconnue¹⁷. Or, de telles cultures n'étaient pas adaptées à un environnement à risque. Fort visibles, elles signalaient à d'éventuels attaquants la présence de fermiers. De plus, elles exigeaient un entretien continu, et il n'était pas question de les abandonner un

12. P. Prins, « Relation du voyage de l'Administrateur P. Prins à Said-Baldas et dans le bassin de la Haute-Kotto (1901), précédée d'une note de M. l'Administrateur Bruel », *Bulletin de la société des recherches congolaises*, n° 6, 1925, pp. 138-140.

13. P. Kalck, *Historical Dictionary of the Central African Republic*, T. O'Toole (trad.), Metuchen, New Jersey, Scarecrow Press, 1980, p. 123.

14. P. Lapie, *My Travels in Chad*, Londres, John Murray, 1943, p. 69.

15. M. Azevedo, « Sara demographic instability as a consequence of french colonial policy in Chad, 1890-1940 », Ph.D., Duke University, 1976, pp. 284-285.

16. J. M. de Crussol, duc d'Uzès, *Le Voyage de mon fils au Congo*, Paris, Plon, 1894, p. 215.

17. J. R. Stemler, A. B. L. Harlan et J. M. J. de Wet, « Caudatum sorghums and speakers of chari-nile languages in Africa », *Journal of African History*, 1975, n° 16, pp. 175-182.

moment pour échapper à un raid. En outre, les récoltes étaient faciles à couper et à voler. Surtout, elles devaient se faire dans un laps de temps très court, sous peine de voir les plantes pourrir ou être mangées par des oiseaux et des rongeurs¹⁸. Tout cela ne convenait décidément pas à des situations requérant une grande capacité de mobilité pour fuir le danger d'être capturé et emmené en esclavage.

Aussi les autochtones ont-ils parfois dû se résoudre à délaisser leurs plantations et à se replier sur la chasse ou la cueillette, modes d'alimentation rudimentaires et relégués à un rôle purement complémentaire depuis l'essor du sorgho. Pierre Prins, encore une fois, nous livre un exemple révélateur de cette stratégie à l'occasion de sa visite aux Banda d'un village appelé Joungorou, ou Yango Hourou¹⁹. Il lui faut franchir une forêt et un véritable mur de ronces pour atteindre des habitations que rien ne signale au monde extérieur. Les villageois, remarque-t-il, ne cultivent pas de champs pour ne pas trahir leur présence. Ils survivent en chassant, en récoltant du miel sauvage et en échangeant de la viande séchée contre du grain dans le village voisin de Mouvou.

Dans un registre plus actif, une autre stratégie de défense a consisté à remplacer le sorgho par du manioc, bouleversement qui allait révolutionner toute l'histoire de l'agriculture dans la région, à commencer par les Banda au sud, suivis des Manza et des Sara au nord. Malgré sa piètre valeur nutritive, le manioc s'est avéré plus adapté à l'insécurité ambiante. Premier avantage, il pouvait être cultivé sur de petits lopins de terre et ne requérait pas de grandes surfaces dégagées; la pousse n'était pas très haute et c'était la racine qu'on mangeait, ce qui la rendait plus facile à protéger des regards indiscrets et du vol des maraudeurs. De surcroît, le manioc nécessitait peu d'entretien. Sa récolte se faisait à n'importe quelle période de l'année et donnait des quantités impressionnantes, entre 6 et 40 tonnes l'hectare suivant la qualité des sols²⁰.

À la fin du XIX^e siècle, le manioc était donc devenu la nourriture de base. Selon Charles Tisserant, il était en 1850 cultivé seulement dans le sud-ouest de l'actuelle République centrafricaine, d'où il s'étendit vers le nord et l'est du bassin de l'Oubangui, atteignant les Banda, les Bambari et les Mangbetu vers 1880²¹. Chez les Manza, on rapporte que, dans les temps anciens, on cultivait exclusivement du millet et que l'usage du manioc venait des Banda. L'importance du millet dans les rituels de circoncision et de célébration des ancêtres en pays manza suggère effectivement une apparition tardive du manioc. Les deux cultures ont commencé à coexister un peu avant 1900 si l'on en croit les récits des voyageurs de l'époque.

La domination du manioc a alors survécu à la pacification coloniale, ce qui est significatif de l'impact d'une révolution alimentaire ne devant rien à des procédures internationales d'assistance humanitaire. Le paradoxe, pourtant,

est que le manioc avait initialement été importé d'Amérique avec la traite transatlantique ! Dans l'intérieur de l'Afrique, il a suivi le chemin inverse des esclavagistes qui descendaient vers la côte vendre leurs cargaisons humaines. En Centrafrique, il a finalement permis aux autochtones d'échapper aux razzias musulmanes : en particulier parce que, facile à transporter, on l'a emmené avec soi lorsqu'il a fallu prendre la fuite.

DES STRATÉGIES MIGRATOIRES : DE LA FUITE

À LA RÉINSTALLATION

Fondamentalement, la migration et la réinstallation permanente ont en effet compté parmi les stratégies les plus couramment utilisées pour ne pas tomber entre les griffes des seigneurs de guerre musulmans. À partir de témoignages recueillis oralement, beaucoup a déjà été écrit sur le sujet, aussi nous contenterons-nous d'énumérer les principales caractéristiques de ce vaste mouvement. Qu'il s'agisse des premiers voyageurs dans la région – Browne à la fin du XVIII^e siècle, el-Tounsy peu après, Barth en 1865 et Nachtigal ensuite –, des militaires français vers 1900, des autorités pendant la colonisation ou des chercheurs arrivés après l'indépendance, tous décrivent d'impressionnantes trajectoires migratoires : un exode dont le caractère tragique vaut bien *L'Illiade* ou la grande geste de *Sundiata* et dont l'ampleur n'est pas, d'une certaine manière, sans évoquer les brassages résultant des déplacements forcés d'aujourd'hui²².

18. C. Prioul, *Entre Oubangui et Chari vers 1890*, Paris, Société d'ethnographie, 1981, pp. 93-96.

19. P. Prins, « Relation du voyage de l'Administrateur P. Prins à Said-Baldas... », art. cit., p. 157.

20. Des agronomes ont ainsi décrit des cycles de production s'étalant sur quatre ans. Voir M. Georges, « La vie rurale chez les Banda », *Les Cahiers d'outre-mer*, 16 (64), octobre-décembre 1963, p. 346.

21. C. Tisserant, « L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui », *Bulletin de l'Institut des études centrafricaines (Brazzaville)*, nouvelle série, n° 6, 1953, p. 27.

22. W. G. B. Browne, *Travels in Africa, Egypt, and Syria from the Year 1792 to 1798*, Londres, T. Cadwell, 1806; M. ibn Omar el-Tounsy, *Voyage au Darfour*, S. Perron (trad.), Paris, Duprat, 1845; M. ibn Omar el-Tounsy, *Voyage au Ouaday*, S. Perron (trad.), Paris, Duprat, 1851; H. Barth, *Travels and Discoveries in North and Central Africa*, 3 volumes, Londres, Frank Cass, 1965; G. Nachtigal, *Sahara and Sudan IV: Wadai and Darfur*, A. G. B. Fisher et H. J. Fisher (trad.), Londres, Berkeley / Los Angeles, C. Hurst and University of California Press, 1981; G. Nachtigal, *Sahara and Sudan III: the Chad Basin and Bagirmi*, A. G. B. Fisher et H. J. Fisher (trad.), Londres et Atlantic Highlands, New Jersey, C. Hurst and Humanities Press International, 1987; F. Fresnel, « Mémoire sur le Waday : notice historique et géographique sur le Waday et les relations de cet empire avec la côte septentrionale de l'Afrique », *Bulletin de la société de géographie de Paris*, 3 (11), 1849, pp. 5-75; M. Delafosse, *Enquête coloniale dans l'Afrique française*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1930; F. Gaud, *Les Mandja (Congo français)*, Bruxelles, de Wit, 1911; « Mohamed-es-Senoussi et ses États », *Bulletin de la société des recherches congolaises*, n° 7, 1925, pp. 104-177; T. Giles-Vernick, « Na lege ti guiriri (on the road of history), mapping out the past and present in M'Bres Region, Central African Republic », *Ethnohistory*, 43 (2), pp. 245-75.

Dans le sud du Darfour, les Binga, les Yulu et les Kara disent par exemple avoir vécu beaucoup plus au nord avant d'avoir dû fuir les razzias musulmanes. De pareilles histoires circulent également parmi les Goula des lacs Mamoun et Iro, dans le sud-est de l'actuelle république du Tchad. Ceux restés sur place ont soit trouvé un abri dans les marais près des lacs, soit payé un tribut en esclaves aux sultanats du Wadai et du Darfour. Les Sara aussi racontent avoir été chassés par les musulmans vers le sud ; malheureusement pour eux, ils devaient s'établir sur un territoire, le Dar-Kouti, qui allait devenir le fief de Muhammad al-Sanusi.

Plus au sud, le long de l'Oubangui en direction du Nil, les Kresh, eux, ont d'abord fui Rabih bin Fadl-Allah et sont partis vers l'ouest à partir des années 1870. Comme les Sara, cependant, ils ont été rattrapés par les hommes de Muhammad al-Sanusi, ce qui les a vite obligés à revenir vers l'est dans les années 1900, laissant peu de traces dans la région. Les Manza et les Banda ont des trajectoires assez similaires. Fuyant les razzias du Nord, les Banda se sont retrouvés sur les terres de Rabih bin Fadl-Allah et de Muhammad al-Sanusi dans le sud-ouest du Darfour. Ils ont donc dû poursuivre leur exode vers l'ouest, où ils ont rejoint les Manya et les Gbaya, qui étaient eux-mêmes en train de fuir vers le sud et l'est pour échapper aux pillages des Bagirmi et aux incursions peules en provenance du Borno. En conséquence, les Banda ont été contraints de se diviser en petits groupes afin de s'éparpiller dans les vallées de la rivière Oubangui et de ses affluents. En 1958, les densités de population en disaient long à ce propos, puisqu'elles étaient de 12,1 habitants au kilomètre carré dans le district de Mobaye où les Banda avaient trouvé refuge, dans le sud-est de l'actuelle République centrafricaine, contre une moyenne de 1,86 à l'échelle de l'ensemble de la colonie d'Oubangui-Chari²³. Premières victimes des razzias musulmanes jusque dans les années 1920, les régions Nord et Est étaient presque désertes. Elles le sont encore aujourd'hui.

DES CONSÉQUENCES DURABLES

Si les traces laissées par de pareils exodes paraissent évidentes et durables, elles ne nous permettent pas cependant de juger de l'efficacité des stratégies de survie et de fuite que les réfugiés de l'époque ont mises en œuvre sans le concours d'une assistance « humanitaire » extérieure. Beaucoup de gens ont été tués ; d'autres n'ont jamais pu renouer avec une vie normale. À quelques exceptions près, peu de paysans se sont physiquement dressés contre les esclavagistes, et le commerce de la traite a progressé jusqu'au début du xx^e siècle. En même temps, il faut se défier des exagérations de la mémoire collective ou du colonisateur, qui a ainsi justifié sa « mission civilisatrice » en Afrique.

Si les autochtones ont souvent payé de leur vie leurs tentatives de résistance à l'envahisseur, ils ont également montré que les seigneurs de guerre musulmans n'étaient pas invincibles. Surtout, les populations en fuite ont privé les assaillants de butin. Le désert démographique que l'on observe à présent dans le nord de la République centrafricaine n'est pas entièrement dû à la ponction des esclavagistes ; il résulte aussi d'une stratégie de fuite et de retrait qui devait aboutir au regroupement des populations et à la formation de villages fortifiés.

Ce dernier point n'est pas négligeable car, conjugué à une restriction d'accès aux ressources locales, il a eu de terribles conséquences sur le plan de la santé publique, avec une prolifération des maladies liées à l'usage d'eaux contaminées ou à l'accumulation de déchets humains et animaux. En l'absence de données sur les taux de mortalité de la période précoloniale, on chercherait en vain à apprécier l'efficacité des replis tactiques en milieu rural ou proto-urbain en comparant les gains et les pertes.

À dire vrai, les questions de fonds que soulève le cas de la Centrafrique au XIX^e siècle s'inscrivent de toutes façons dans un autre registre. Autant il serait hasardeux d'imaginer que les stratégies du passé peuvent nous aider à repenser les modes d'assistance aux populations confrontées à des situations de crise, autant une analyse historique nous éclaire, rétrospectivement, sur l'importance structurante que la machine humanitaire a prise depuis dans l'encadrement des réfugiés.

Les procédures de l'aide gouvernementale ou privée tentent aujourd'hui de répondre aux besoins les plus immédiats en période d'urgence. Mais elles ont des résultats moins heureux eu égard à ce qu'on appelle le « syndrome de la dépendance », qui a façonné toute une culture de l'assistance au détriment des solutions locales, des perspectives à long terme et des réponses endogènes aux crises africaines. Aussi troublante est l'image négative que les opérations humanitaires propagent à travers l'image d'un continent peuplé de « hordes sauvages » et irrémédiablement enlisé dans des conflits ancestraux, voire primitifs. À partir du XVI^e siècle, en l'occurrence, de tels clichés avaient déjà servi à justifier les interventions étrangères, depuis la traite des esclaves jusqu'à la colonisation en passant par les mouvements abolitionnistes et missionnaires. La perpétuation de ces stéréotypes vise sans doute à sensibiliser l'opinion

23. P. Kalck, « Histoire de la République centrafricaine, des origines à nos jours », thèse de doctorat, Université Paris-I-Sorbonne, vol. 1, 1970, pp. 171-172, 212-213 et 244.

publique et les donateurs en vue de monter des actions humanitaires. Le problème est qu'elle nourrit par la même occasion de vieux préjugés contre l'Afrique et dessert peut-être sa cause²⁴.

Par contraste, la profonde historicité des migrations de fuite nous conduit surtout à affirmer que les « réfugiés » africains d'antan n'ont pas été des victimes passives et irrationnelles. Les stratégies de fuite du temps passé ne nous interdisent d'ailleurs pas de dresser certains parallèles, sans pour autant verser dans l'historicisme. Elles nous invitent par exemple à la comparaison en ce qui concerne les modalités de regroupement des réfugiés – dans des villages fortifiés autrefois ou des camps aujourd'hui – et les changements d'habitudes alimentaires – liés à des techniques de « camouflage agraire » ou, au contraire, à une perfusion humanitaire s'avérant destructrice pour l'agriculture locale. L'intérêt de tels rapprochements est de reconsidérer les effets induits de l'aide et de les replacer dans la longue durée. En effet, une différence essentielle par rapport à l'Afrique ancienne tient à l'apparition de nouveaux acteurs structurants en matière de déplacements forcés, principalement l'État – colonial puis post-indépendance – et les organisations humanitaires : le premier en tant que producteur de frontières, de citoyenneté, de lois, de coercition et de guerre ; le second en tant que pourvoyeur d'assistance, de normes et de changement social, toutes choses que les articles suivants étudient avec plus de précision ■

Dennis D. Cordell

Southern Methodist University, Dallas, Texas

Traduction de Marc-Antoine Pérouse de Montclos

24. D. Hammond et A. Jablow, *The Africa that Never Was: Four Centuries of British Writing about Africa*, Prospect Heights, Illinois, Waveland Press, 1970-1992, et *The Myth of Africa*, New York, The Library of Social Science, 1977 ; C. Keim, *Mistaking Africa: Curiosities and Inventions of the American Mind*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1999.